L’Arabie saoudite va diriger le Conseil des droits de l’Homme de l’ONU. MàJ : un opposant risque la crucifixion

21/09/2015 à 20h08

21/09/2015

Un jeune Saoudien de vingt ans, neveu d’un dignitaire chiite opposant au régime saoudien, pourrait être crucifié après avoir été décapité pour avoir participé à une manifestation violente en 2012.

Ali Mohammed al-Nimr a été arrêté e 14 février 2012, alors qu’il n’avait que dix-sept ans. Les autorités lui ont reproché son implication dans des manifestations anti-gouvernementales considérées comme illégales. Il a également été jugé pour avoir voler des caméras lors de ces événements, ainsi que pour port d’armes.

En mai 2014, Ali a été condamné à la peine capitale pour ces faits. Une sentence à laquelle il a fait appel. Et la décision de la justice saoudienne vient de tomber : son appel a été rejeté. Le jeune homme, aujourd’hui âgé de vingt ans, devrait donc être exécuté.

Arrêté avec Ali lors de ces manifestations, son oncle a lui été condamné à la crucifiction pour “insulte au Roi”. Les associations de défense des droits de l’homme craignent donc que la même mort soit infligée au jeune homme, qui était encore mineur lors des faits. Un jugement d’autant plus condamnable qu’Ali aurait été torturé durant ces trois ans de

prison et aurait été poussé à faire des aveux.

source 1 ; source 2

20/09/2015

L'ambassadeur du pays le plus critiqué pour le statut qu'il reconnaît aux femmes, aux minorités et aux dissidents a pris la tête de la plus importante organisation de défense des droits de l'homme dans le monde.



Selon les informations officielles de l'ONU, l'ambassadeur de l'Arabie saoudite à Genève Faisal Trad a été choisi pour présider le panel du Conseil des droits de l'Homme à partir de sa 30ème session qui ouvrira lundi 21 septembre. Selon les rumeurs, le choix avait déjà été décidé en juin dernier mais avait été tenu secret jusqu'au présent pour des raisons inconnues.

Le but principal du panel du Conseil des droits de l'Homme est

de nommer les cinq hauts fonctionnaires qui édictent les standards internationaux, de choisir les personnes qui vont occuper plus de 77 postes relatifs à la défense des droits de l'homme dans différentes régions du monde et d'informer sur les violations perpétrées en matière de droits de l'Homme.

RT.com